DOCUMENTS

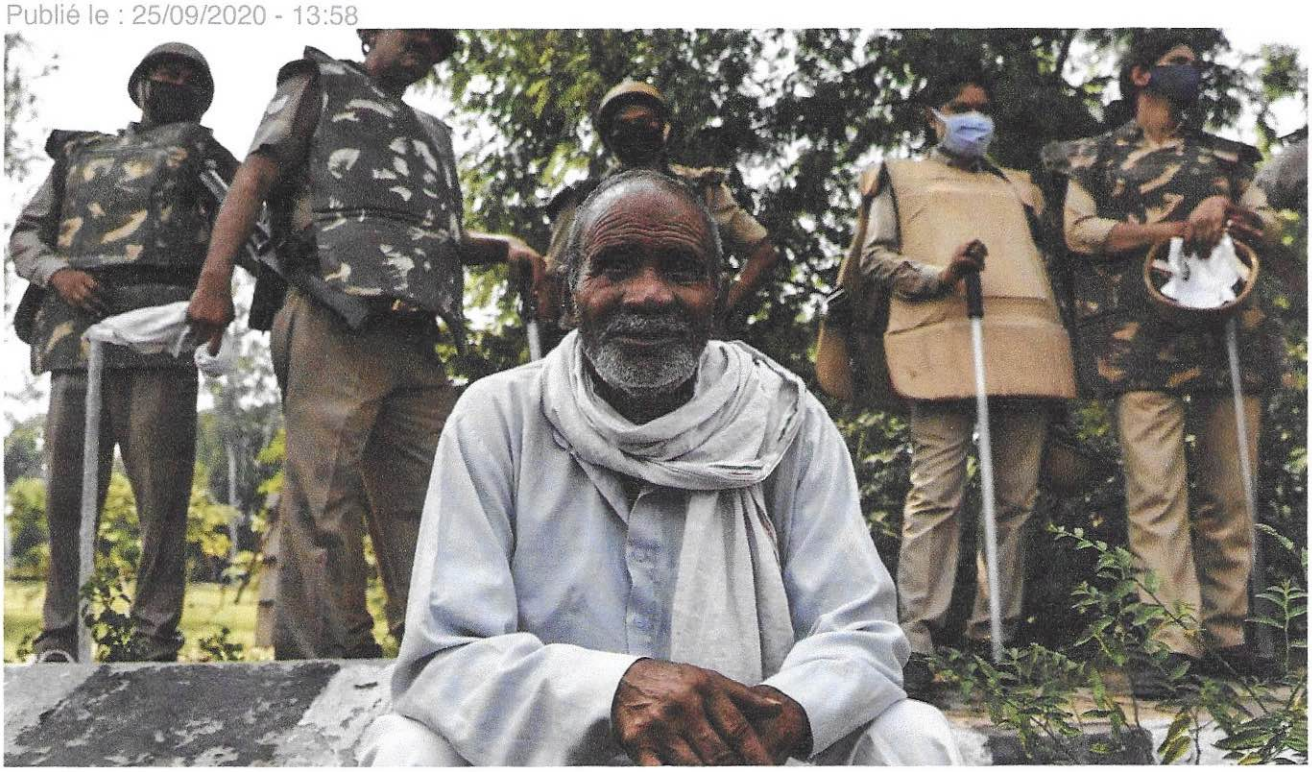
MODULE: ASIE

SOUS-MODULE N°3: L'INDE

CHAPITRE 2: UNE ECONOMIE EMERGENTE

Inde: les agriculteurs inquiets de la libéralisation de leur secteur

Publié le : 25/09/2020 - 13:58



Agriculteur et forces de l'ordre à la frontière Delhi-Uttar Pradesh, lors d'une manifestation contre les loi agricoles adoptées par le Parlement indien, le 25 septembre 2020. REUTERS/Danish Siddiqui

Texte par :

RFI

Des dizaines de milliers de paysans manifestent ce vendredi 25 septembre dans de nombreux États du nord de l'Inde, à l'appel d'une intersyndicale et des partis de l'opposition. Ils condamnent trois nouvelles lois qui viennent d'être adoptées par le Parlement, et qui accélère la libéralisation de l'agriculture: les produits agricoles pourront être vendus en dehors des marchés réglementés, ce qui permet aux entreprises privées de négocier directement et de passer des contrats avec les agriculteurs.

De notre correspondant en Inde, **Sébastien Farcis**

Jusqu'à présent, les agriculteurs indiens ne pouvaient vendre leurs récoltes que dans les marchés régionaux, sous contrôle des autorités locales. Ils vendront maintenant où ils veulent et les entreprises pourront leur acheter directement leurs produits, et passer des contrats d'exclusivité avec eux. Les compagnies pourront ensuite stocker les céréales sans limites de durée.

Inquiétudes

Cette libéralisation inquiète Randeep Kang, producteur de graines de moutarde au Rajasthan : « Quand j'ai voulu vendre mes graines, le prix a été fixé à 3 800 roupies le quintal, ce qui est déjà moins élevé que le prix minimum censé être garanti par le gouvernement. Demain, si les entreprises ont les mains libres, elles vont pouvoir faire pression sur les pauvres agriculteurs pour qu'ils vendent encore moins cher. elles stockeront alors et vendront quand les prix auront remonté ».

Chengal Reddy, conseiller au consortium des agriculteurs indiens, considère quant à lui que la réforme est positive, mais qu'elle doit être améliorée: « Les entreprises privées aideront à moderniser l'agriculture indienne, pour améliorer la qualité et le rendement. Cela a fonctionné dans le secteur du lait. Par contre le gouvernement doit s'assurer que toute personne qui achète en dessous du prix minimum garanti sera poursuivi au pénal ».

Manifestations

Plusieurs partis d'opposition, dont celui du Congrès, prévoient de continuer les manifestations et devraient se servir de cette clameur lors de la campagne des élections régionales du Bihar, le mois prochain.



© PeskyMonkey

TATA : ENTREPRISE, HISTOIRE ET SOCIÉTÉ EN INDE

par Christian Bardot,
professeur au lycée Lakanal, à Sceaux

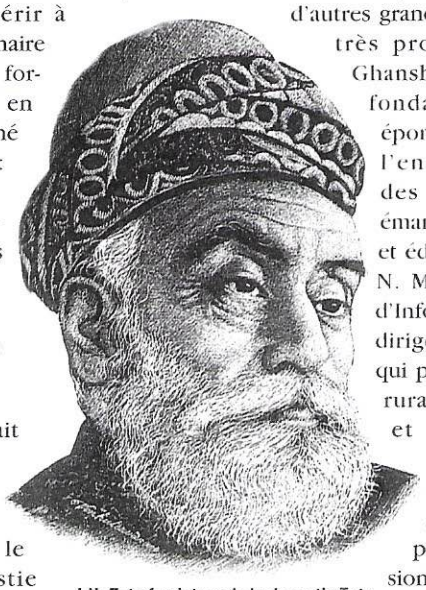
Aucune entreprise n'est plus emblématique d'une nation que le groupe Tata : son chiffre d'affaires (28,8 milliards de dollars en 2007) équivaut à 3,2 % du PIB de l'Union indienne et ses 98 filiales fournissent aux habitants un très large éventail de biens et services, sous des marques diverses (tableau 3). Outre l'intérêt que suggère son poids, l'empire Tata cristallise les caractères originaux du capitalisme indien.

Depuis 140 ans, l'histoire de Tata se confond avec celle de la nation indienne en lutte pour l'indépendance et le développement. Le fondateur de la dynastie, J.N.Tata, est né dans une famille de prêtres parsis [1]. Éduqué à l'anglaise au fameux *college* Elphinstone de Bombay, il apprend ensuite les affaires auprès de son père qui a lancé une maison de commerce et de banque. Instruit par ses séjours à Manchester, il convertit en 1868 une huilerie en faillite de Bombay en filature de coton.

Un champion national

C'est le point de départ d'une activité qui se développe ensuite à Nagpur, à proximité des champs de coton du Maharashtra. Viendront plus tard la création, financée par souscription auprès de 8 000 Indiens, d'une aciérie à Jamshedpur (ville rebaptisée en son honneur), sur les gisements de charbon et de fer du Bihar, puis celle d'une centrale hydroélectrique à Bombay et, toujours dans cette ville, face au port, en 1903, du prestigieux palace Taj Mahal, chef-d'œuvre de style « gothico-moghol » — fondé, dit-on, parce que J.N.Tata se serait vu refuser comme Indien une chambre à l'hôtel voisin, le Gateway. Ces initiatives ont certes une rationalité économique : elles tirent parti des avantages concurrentiels de l'Inde ou satisfont un besoin négligé par le colonisateur. Mais elles ont également un sens politique : produire de l'acier, de l'électricité ; fonder, ensuite, une compagnie

aérienne, autant de gestes qui démontrent la capacité des Indiens à se gouverner eux-mêmes. Au reste, J.N.Tata se lie au parti du Congrès : sans occuper le devant de la scène, il est proche des politiciens libéraux qui le président à ses débuts. C'est aussi en évoquant la fierté nationale que le *chairman* actuel, Ratan N. Tata, lance en 1998 la première voiture fabriquée en Inde, l'*Indica*, ou s'emploie à racheter des fleurons du capitalisme anglais. Conquérir à l'aube du nouveau millénaire Tetley qui avait bâti sa fortune sur la découverte en 1835 d'une variété de thé originaire de l'Assam : belle revanche sur l'histoire, que ne manquèrent pas de célébrer les médias indiens !



▲ J.N. Tata fondateur de la dynastie Tata.

Entreprise, culture et société

De même qu'il entendait accroître, à travers l'industrialisation du pays, sa « *capacité à atteindre la liberté* », le fondateur de la dynastie Tata transmit à ses héritiers une certaine conception de la responsabilité sociale de l'entreprise. Rien ne la traduit mieux que le soin mis à aménager autour de l'aciérie projetée à Jamshedpur une sorte de ville idéale, décrite dans la lettre adressée à son fils peu avant sa mort : « *Assure-toi qu'il y ait beaucoup d'espace pour les pelouses et les jardins. Réserve de vastes zones pour le football, le hockey et les parcs. Prévois des emplacements pour les temples hindous, les mosquées et les églises chrétiennes.* » Dans cette capitale de l'empire Tata, les ouvriers sont toujours logés près des usines, dans des conditions bien plus décentes qu'en bien des villes industrielles. L'employeur mène par ailleurs depuis un siècle une politique sociale novatrice : la journée de travail est limitée à huit heures dès 1912 (1919 en France), un congé maternité est instauré en 1928, les salariés sont intéressés aux bénéfices de l'entreprise en 1934.

Convaincu de la nécessité d'instruire la population pour sortir le pays de la pauvreté, J.N.Tata offre des bourses d'études en Angleterre, sans considération de caste ou de religion et imagine le fameux Institut des sciences de Bangalore par lequel sont passés de nombreux scientifiques indiens. Aujourd'hui, des fondations caritatives possèdent les deux tiers du capital de la holding Tata Sons qui contrôle un groupe dont 8 à 14 % des bénéfices financent des activités sociales. On retrouve cette fibre sociale, non dénuée de paternalisme, chez d'autres grands patrons indiens : très proche de Gandhi, Ghanshyam Das Birla, le fondateur du groupe éponyme, finança dans l'entre-deux-guerres des projets visant à émanciper les « parias » et éduquer les femmes ; N. Murphy, le patron d'Infosys, et son épouse dirigent une fondation qui promeut l'accès des ruraux à l'instruction et aux soins, dans l'Etat fédéré du Karnataka.

Affirmées à ce point, les dimensions familiales et communautaires sont également un trait spécifique du capitalisme indien (tableau 2). On peut aussi se reporter à *Espace Prépas* n° 111, (décembre 2006), « *L'Inde face au monde* » ainsi qu'au site [illegible] : brève N° 2, 2007, Sylviane Tabarly et C. Bardot, « *L'Inde, une socio-culture traditionnelle dans la mondialisation* ».

La mondialisation : atouts, opportunités et défis

Les entreprises indiennes connaissent depuis l'indépendance deux environnements économiques contrastés : au « socialisme gandhien » marqué par l'interventionnisme étatique et la défiance par rapport aux échanges extérieurs succède depuis 1991 un processus de libéralisation d'une économie pariant sur la mondialisation. De ce fait, les interactions entre l'Inde et le monde extérieur se multiplient, qu'il s'agisse de commerce ou de flux de capitaux : le pays intéresse les exportateurs et investisseurs étrangers cependant que le patronat indien voit s'élargir ses horizons. Ce contexte nouveau contraint les firmes locales à s'adapter, en tous domaines.

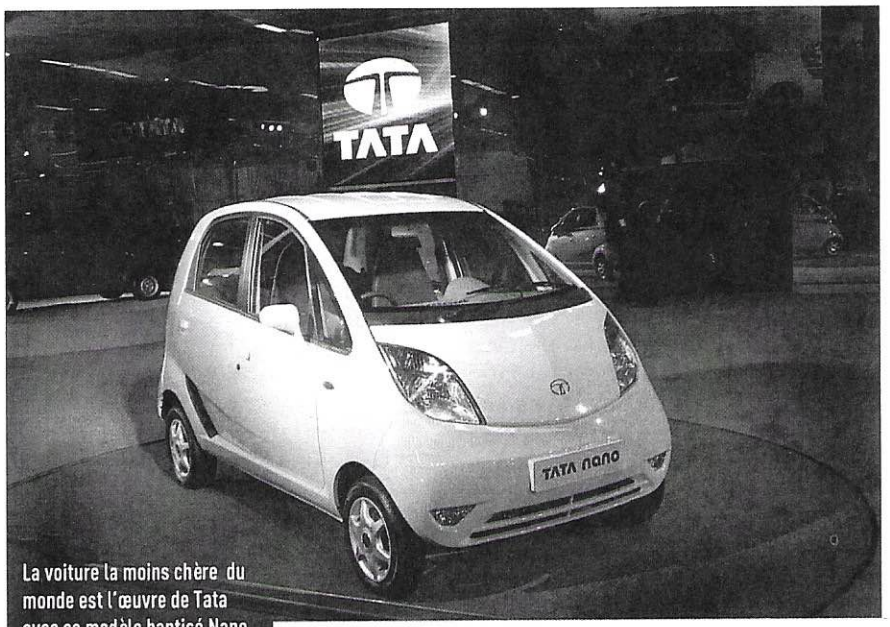
Cela affecte en premier lieu le périmètre de leurs activités. À l'instar de Tata,

Repères chronologiques : Tata et l'histoire de l'Inde (événements nationaux)

- **1868** : Jamshed Nassarwan Tata (1839-1904) crée sa première entreprise, une filature
  (1885 : fondation du parti du Congrès)
- **1907** : J.N.Tata fonde la première aciérie indienne
- **1932** : Jehangi Ratanji Tata (1909-1993) crée la première compagnie aérienne indienne, Tata Airlines, future Air India
  (1947 : indépendance de l'Inde)
  (1991 : sous l'impulsion de M. Singh, l'Inde libéralise et ouvre son économie)
- **2000** : rachat du géant anglais du thé, Tetley
  (2006 : visite officielle en Inde des présidents états-unien, chinois, français)
- **2007** : Tata acquiert pour 9,6 milliards d'euros le sidérurgiste anglo-néerlandais Corus
- **2008** : Tata présente la Nano, la voiture la moins chère du monde (100 000 roupies, soit 1 700 euros pour la version de base) et rachète à Ford les marques anglaises Jaguar et Land Rover

1. Les *parsis* constituent l'une des multiples communautés religieuses de l'Inde. Elle rassemble des adeptes du mazdéisme, religion fondée en Perse au VIe siècle avant notre ère par Zarathoustra (*Zoroastre*, en grec). Le partage du monde entre le Bien et le Mal, la nécessité pour chaque individu d'opter en toutes circonstances pour le Bien, le culte du Feu sont les traits saillants de ce manichéisme qui fut religion d'Etat dans l'actuel Iran. Condamnés à l'exil après l'islamisation du pays, au VIIe siècle, les « gens de Perse » se sont installés en Inde où ils constituent toujours une micro-société de quelques milliers de personnes soudée par son endogamie et présente notamment à Bombay. Extérieur à la pesante hiérarchie hindouiste des castes et à ses spécialisations professionnelles, ce groupe fut volontiers utilisé comme intermédiaire avec les acteurs économiques locaux par les colonisateurs successifs. De même que Tata, les dynasties industrielles Wadia et Godrej en sont issues.

nombre de grandes firmes privées indiennes sont des conglomérats : le groupe Birla fabrique à la fois du ciment, de l'aluminium, du cuivre, des produits chimiques, des articles textiles ou des pneumatiques tout en plaçant également



La voiture la moins chère du monde est l'œuvre de Tata avec ce modèle baptisé Nano.

contrats d'assurances ou produits financiers ; Bharat Forge, second producteur mondial de composants automobiles, est le moteur du groupe Kalayani, mais celui-ci commercialise aussi du pétrole, du ciment, des navires, etc. « La maladie de la diversification » (Gurcharan Das, *Le réveil de l'Inde*, Buchet-Castel, 2007) est historiquement liée à l'origine marchande des « maisons d'affaires » ainsi qu'à leur imitation du modèle d'entreprise dominant sous le Raj britannique, l'agence de gestion levant des capitaux en Angleterre pour les engager dans une demi-douzaine d'entreprises commerciales du sous-continent. Elle fut entretenue après 1947 par l'étroitesse du marché local des capitaux et le « *Licence Raj* » qui bridait les possibilités de croître dans un secteur par crainte des monopoles et contraignait chaque groupe à faire des affaires au gré des autorisations arrachées à une bureaucratie aussi tatillonne que corruptible — facteur qui contribua au passage à affûter les talents de négociateurs reconnus aux entrepreneurs indiens. Comment évolue ce trait au contact d'une concurrence étrangère aiguisée par l'ouverture économique ? Difficile en vérité de retenir une tendance homogène. Les firmes spécialisées dans un unique métier restent l'exception. On les rencontre dans les activités de pointe caractéristiques de la nouvelle « économie de la connaissance » : Wipro, leader mondial du service informatique à la recherche et au développement ; Ranbaxy, spécialisé dans l'élaboration de médicaments génériques ; Infosys… Parmi les « vieilles fortunes », si le groupe Reliance Industries, né de la scission de l'empire fondé par Dhirubhai Ambani, s'est recentré sur la pétrochimie, la plupart des grandes firmes privées restent des conglomérats. C'est typiquement le cas de Tata. Ses 98 filiales travaillent dans 17 branches d'activités fort hétérogènes et tendent à diversifier l'offre pour couvrir tout le spectre dans chacune : en 2008, Tata Motors rachète Jaguar, dont le modèle haut de gamme, la *XKR*, vaut quelque 155 000 dollars, trois mois après avoir présenté sa *Nano* à 2 500 dollars et acquiert auprès du français MDI la technologie du moteur à air comprimé afin de fabriquer une « voiture propre » ; les filiales spécialisées dans le secteur de l'énergie travaillent sur l'électricité thermique classique ou solaire aussi bien que sur la prospection et l'extraction d'hydrocarbures.

L'internationalisation de ces firmes se traduit en revanche par d'autres biais. À travers la multiplication des *joint ventures* signées avec des partenaires étrangers : Tata Steel a plusieurs accords de ce type avec le sidérurgiste américain Ryerson Tull ; le contrat de rachat de Jaguar et Land Rover à Ford stipule que Tata bénéficiera des services de recherche-développement du constructeur de Detroit… Par la progression des ventes réalisées à l'étranger : la part de l'international dans le chiffre d'affaires de Tata progresse de 21 % à 32 % entre 2002 et 2007. Par l'implantation d'usines, de laboratoires de recherche ou de centres de distribution hors des frontières : Tata emploie aujourd'hui 290 000 personnes dans 140 pays. Ce qui illustre l'étude du cabinet de conseil en stratégie Boston Consulting Group : les multinationales d'aujourd'hui viennent aussi des pays émergents et parmi les cent « nouveaux challengers mondiaux », qui sont rentables et disposent de réserves conséquentes, vingt sont indiens (analyse du rapport dans *Le Monde* du 11 janvier 2008) : ce qui explique que les 218 opérations de fusions et acquisitions menées en 2006 à

Tata, un conglomérat

Ventilation du CA en %		Filiales, produits, marques
Ingénierie	32	Tata consultancy services
Mécanique et métallurgie	23	Tata motors : camion, autobus, voitures Tata Steel : acier, tubes, câbles Titan : montres, bijoux, lunettes
Communication	20	Services téléphoniques, liaisons internet
Services autres	9	Indian Hotels : enseignes Taj Group (luxe) et Ginger (classe économique)
Énergie	7	Électricité, pétrole, gaz naturel…
Agroalimentaire	5	Thé, café, sel…
Chimie	4	Soude, engrais, services aux agriculteurs..



Tata, aussi opérateur de téléphonie mobile avec sa filiale Tata Indicom.

3

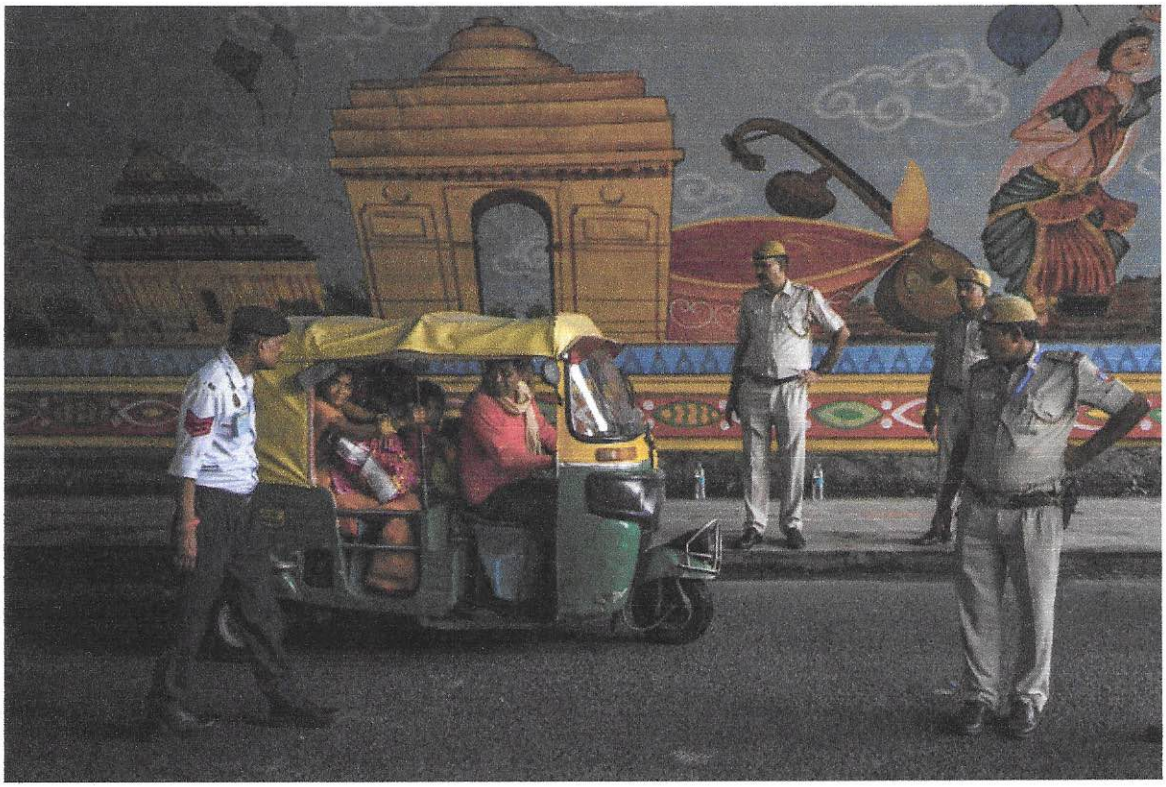
ÉCONOMIE • INDE

L'Inde, cinquième puissance mondiale aux pieds d'argile

Le pays dirigé par Narendra Modi accueille, samedi 9 et dimanche 10 septembre, les chefs d'Etat du G20. Si l'économie indienne affiche une croissance insolente, cette expansion peine à masquer des déséquilibres criants.

Par Camille Bisiaux (New Delhi, correspondance) et Sophie Landrin (New Delhi, correspondante)
Publié le 09 septembre 2023 à 05h30, modifié le 10 septembre 2023 à 08h41
• Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés



Un poste de contrôle de la circulation mis en place avant le sommet du G20, à New Delhi, le 8 septembre 2023.

La performance vaut autant que le symbole. À l'occasion des 75 ans de son indépendance, survenue en 1947, l'Inde s'est hissée au rang de cinquième économie mondiale, dépassant le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale qui régna sur le sous-continent pendant deux siècles et pilla allègrement ses ressources.

Lire aussi : G20 : les pays membres dénoncent l'« emploi de la force » en Ukraine sans faire mention explicitement de « l'agression » russe

Les plus optimistes, le premier ministre, Narendra Modi, en tête, prédisent que l'heure de l'Inde est venue. Le pays le plus peuplé de la planète, avec son 1,4 milliard d'habitants, son fantastique réservoir de main-d'œuvre et sa population jeune, serait promis à supplanter la Chine, l'ancienne usine du monde devenue moins attractive depuis la crise due au Covid-19.

Pour l'heure, la cinquième puissance mondiale, qui accueille les chefs d'Etat du G20 les 9 et 10 septembre, n'est encore qu'un colosse aux pieds d'argile, très éloigné du niveau de développement des autres grandes économies. Narendra Modi l'a lui-même reconnu, en fixant l'horizon de 2047 pour faire de l'Inde un pays développé. Le pays affiche certes une croissance insolente de 7,2 % (2022-2023) mais celle-ci ne suffit pas à absorber les quelque 10 à 12 millions de nouveaux entrants qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi.

« L'Inde apparaît comme l'économie qui connaît la croissance la plus rapide au monde, mais derrière les panneaux d'affichage se cachent des drames humains à grande échelle », relève Ashoka Mody dans une tribune dans *Project Syndicate*. Pour l'économiste de l'université de Princeton et ancien de la Banque mondiale, *« l'incapacité à créer des emplois est liée à un secteur manufacturier à la peine qui reflète les difficultés du pays à s'insérer dans le commerce mondial ».*

Economie informelle

C'est une des caractéristiques de l'économie indienne : le secteur industriel et manufacturier, principale source d'emplois dans toutes les économies en développement prospères, reste totalement atrophié dans le pays. Malgré des performances notables dans les services et dans des industries de

pointe, comme la production de vaccins et de médicaments ou le numérique, l'agriculture continue d'être le plus gros réservoir d'emplois, souvent sous-payés, un amortisseur pour les familles dans cette économie majoritairement informelle. La part de travailleurs y est complètement disproportionnée au regard de sa contribution à la richesse, puisque l'agriculture emploie 44 % de la population active mais représente 15 % du produit intérieur brut (PIB).



Un hôpital de Srinagar (Inde), le 10 avril 2023.

Parmi tous les pays du G20, l'Inde affiche le plus faible revenu par habitant (2 085 dollars, soit 1 947 euros), compte le plus grand nombre de personnes pauvres vivant de rations alimentaires (800 millions de personnes), et se classe 107e sur 123 pays dans l'indice de la faim dans le monde. Le PIB par habitant est cinq fois moins élevé qu'en Chine, dix-huit fois moins qu'au Royaume-Uni. *« Même le calcul par habitant n'est pas suffisant car il ne prend pas en compte les inégalités »*, indique Reetika Khera, économiste du développement, professeure à l'Indian Institute of Technology de New Delhi.

Lire aussi : En Inde, Narendra Modi débarrasse New Delhi de sa pauvreté le temps du G20

En Inde, selon l'organisation non gouvernementale Oxfam, les 10 % les plus aisés s'approprient 77 % de la richesse nationale. Chaque seconde, près de deux personnes tombent dans la pauvreté en raison de dépenses de santé, dans ce pays qui ne dispose quasiment d'aucun filet de sécurité en la matière. *« Plus que de simples indicateurs basés sur le revenu, il nous faut examiner des indicateurs de développement comme l'espérance de vie, la mortalité infantile ou encore les niveaux d'éducation, où nos performances sont encore bien pires que si l'on s'attarde sur le revenu par habitant »*, regrette Mme Khera.

L'Etat sous-investit dans la santé et l'éducation

Pour combler les inégalités, le gouvernement Modi a privilégié une politique d'aides directes aux plus pauvres pour l'achat de bouteilles de gaz, la construction de maisons, l'installation de toilettes et de robinets d'eau. *« Cette politique de* new welfare [nouveau bien-être] *se fait en partie au détriment du rôle traditionnel de l'Etat dans les domaines de la santé et de l'éducation »*, souligne Mme Khera. Selon l'économiste, les dépenses de santé publique représentent à peine plus de 1 % du PIB, un

investissement dérisoire malgré des besoins colossaux. *« A titre de comparaison,* souligne-t-elle, *le Brésil consacre 4,6 % de son PIB à la santé. Les contributions au logement et au gaz de cuisine sont importantes, mais c'est comme donner du poisson aux gens plutôt que de leur apprendre à pêcher. »*

Lire aussi le reportage : L'Inde oubliée des villages : « Sail, c'est un endroit éloigné, très retardé, très pauvre, qui n'offre pas d'avenir, mais c'est là d'où je viens »

Le secteur de l'éducation souffre d'un même sous-investissement. *« Nous avons les compétences scientifiques nécessaires pour poser une sonde sur la Lune mais, dans la classe d'âge des 14 ans, 30 % ne savent pas lire un texte de CE1 et 55 % ne savent pas faire une simple multiplication ou une division. Le goût de notre développement est amer »*, a accusé Palaniappan Chidambaram, ancien ministre des finances et député de l'opposition au Congrès.

Frilosité des investisseurs étrangers

La cinquième puissance se rêve en nouvelle Chine. Les entreprises ont certes commencé à quitter le pays de Mao et à relocaliser les chaînes de production mais, pour l'instant, l'Inde ne constitue pas une destination de choix, concurrencée notamment par le Vietnam. En dehors des géants de la téléphonie, comme Apple qui fabrique une partie de ses iPhone dans le sud du pays, les constructeurs ne se pressent pas. La progression des investissements étrangers reste très en deçà des attentes.

« Les dirigeants et PDG occidentaux disent beaucoup de bien de l'Inde mais, en ce qui concerne leurs engagements réels en capitaux dans l'économie indienne, ils se montrent bien plus prudents », confirme Mihir Sharma, économiste. Selon le spécialiste, les actes ne suivent pas les paroles : *« La Chine a reçu près de quatre fois plus d'investissements étrangers que l'Inde en 2022 »*, et l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean) *« reçoit 4,5 fois plus d'investissements étrangers que l'Inde, et ces flux d'investissements augmentent plus rapidement en Asie du Sud-Est qu'en Inde »*.



Dans une école d'Hyderabad (Inde), le 13 juin 2022.

Lire aussi la chronique : « Dans un système international en pleine fragmentation, la rivalité entre la Chine et l'Inde s'exacerbe à l'ombre du G20 »

La frilosité des investisseurs tient à l'instabilité et à la brutalité des décisions prises au sommet de

l'Etat, comme la démonétisation en novembre 2016, au manque d'unification des règles, aux risques liés au dérèglement climatique, particulièrement importants en Inde, et au retard des infrastructures, en dépit des investissements importants réalisés ces dernières années. Or, pour un pays comme l'Inde, avec ses déficits commerciaux, ses ressources fiscales limitées et une population nombreuse, les investissements privés sont essentiels à la croissance économique et à la création d'emplois.

L'ouverture du marché à la concurrence internationale, à partir des années 1990, s'est refermée avec l'arrivée de Narendra Modi. Depuis, le gouvernement continue de cultiver les contradictions entre ouverture et protectionnisme, incitant les investisseurs à s'installer sur le territoire national tout en multipliant les barrières aux importations.

Carole Dieterich (New Delhi, correspondance) et **Sophie Landrin** (New Delhi, correspondante)

Services *Le Monde*

Découvrir

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la réda du Monde

3 Bis

ÉCONOMIE INDE

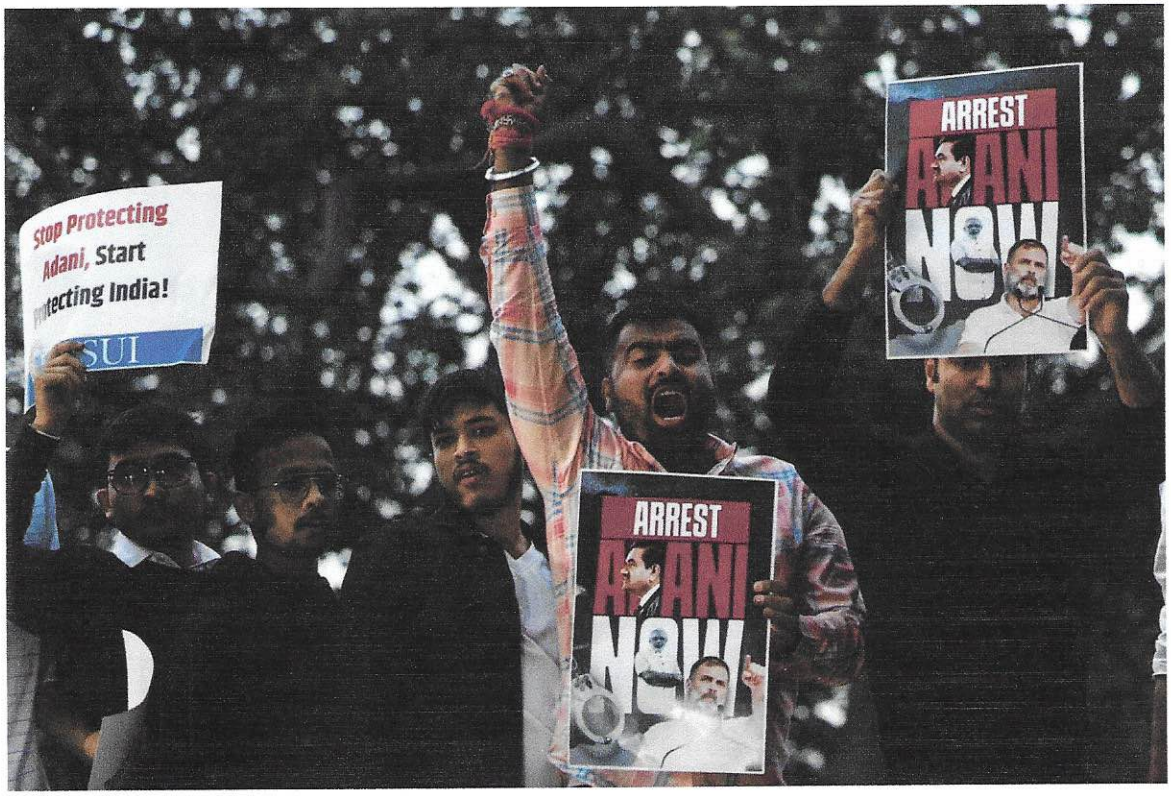
En Inde, l'empire Adani, construit dans l'ombre de Modi, vacille

Bâti grâce au soutien indéfectible du premier ministre, Narendra Modi, le conglomérat de l'homme d'affaires Gautam Adani, à la fortune estimée à plus de 56 milliards de dollars, est visé par une enquête de la justice américaine pour des faits de corruption.

Par Carole Dieterich (New Delhi, correspondance) et Sophie Landrin (New Delhi, correspondante)

Publié le 26 novembre 2024 à 18h30, modifié le 08 janvier 2025 à 11h52 · Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés



Manifestation contre le milliardaire indien Gautam Adani, après son inculpation à New York pour son rôle dans un système présumé de corruption et de fraude à hauteur de plusieurs milliards de dollars, à New Delhi, le 21 novembre 2024. ANUSHREE FADNAVIS / REUTERS

Longtemps inconnu du grand public en dehors des frontières de l'Inde, Gautam Adani, 62 ans, l'homme à la tête du plus vaste conglomérat mondial, est de nouveau sous les feux de l'actualité. Après avoir été accusé, en 2023, de la plus « *grande escroquerie de l'histoire des affaires* » par la société d'investissement Hindenburg, l'industriel indien, intime du premier ministre indien, Narendra Modi, est désormais dans le viseur de la justice américaine.

Le magnat a été inculpé, mercredi 20 novembre, par un tribunal fédéral de New York pour fraude et corruption, soupçonné d'avoir versé plus de 250 millions de dollars (238 millions d'euros) de pots-de-vin à des fonctionnaires indiens pour obtenir de juteux marchés publics dans l'énergie solaire. Le groupe a rejeté les accusations, affirmant qu'elles étaient « *sans fondement* », et a promis de les contester devant la justice. L'opposition demande « *l'arrestation immédiate* » du milliardaire et accuse M. Modi de « *protéger* » son allié.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le premier ministre indien n'a pas soufflé mot, mais la nouvelle est un coup de massue. Les deux hommes cheminent ensemble depuis plus de deux décennies. Le duo est si soudé que l'opposition l'a affublé du sobriquet de *« Modani »*. La réussite de l'un est indissociablement liée à celle de l'autre. Et vice versa.

Lire aussi | Le milliardaire indien Adani, proche de Narendra Modi, est accusé d'avoir versé des centaines de millions de dollars de pots-de-vin par la justice des Etats-Unis

Fils d'un négociant en textile, issu d'un milieu modeste, Gautam Adani a connu une ascension fulgurante au cours des trois dernières décennies. Il a bâti, dans l'ombre de Narendra Modi, un gigantesque empire familial, dont la capitalisation boursière atteignait près de 170 milliards de dollars, mardi 19 novembre, avant les révélations de la justice américaine. Les ramifications du groupe s'étendent désormais sur presque tous les continents. De l'énergie aux drones militaires, des ports à l'aérospatiale, des mines de charbon à l'agriculture, le magnat s'est aligné sur les priorités stratégiques du gouvernement.

Une relative discrétion

Les deux hommes ont un profil similaire, ils sont peu doués pour les études mais habités par une ambition démesurée. Leur histoire commune se scelle au Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, leur terre natale et fief politique de M. Modi, qui en fut le chef de gouvernement de 2001 à 2014. Lorsque les pogroms antimusulmans de 2002, qui firent 2 000 morts, valent à Narendra Modi l'opprobre général, dont celle des milieux d'affaires, inquiets de l'impact des événements sur l'économie, M. Adani refuse de lui tourner le dos. Pour effacer la tache des massacres, M. Modi lance le forum international Vibrant Gujarat, un grand événement, sponsorisé par l'industriel, visant à attirer les investisseurs.

Chaque jour de nouvelles grilles de mots croisés, Sudoku et mots trouvés. **Jouer**

La proximité avec Narendra Modi permet à Gautam Adani de se voir ouvrir la porte des grands marchés publics. Jusqu'à sa rencontre avec le dirigeant politique, l'homme s'est essayé sans grand succès à la vente de diamant, à Bombay, puis au plastique. En 1993, il a acquis du gouvernement régional du Gujarat, dirigé alors par Chimanbhai Patel, un terrain pour la construction du port de

Mundra, le long de la mer d'Oman. Le projet prend son envol après l'accession de M. Modi, en 2001, à la tête de cet Etat, qui lui accorde l'autorisation de créer une zone économique spéciale, exempte notamment des règles communes de fiscalité. C'est le jackpot. M. Adani va transformer les anciens marécages et terres agricoles en un gigantesque ensemble portuaire et logistique, le premier à fonds privés de l'Inde.

Lire aussi | A Bombay, le plus grand bidonville d'Asie menacé par la convoitise des promoteurs immobiliers

A partir de 2014 et l'arrivée de Narendra Modi à la tête du pays, le groupe prospère et son cours de Bourse s'envole. Son patron devient un des hommes les plus riches d'Asie avec une fortune estimée à 56,7 milliards de dollars au 22 novembre, selon le classement du magazine économique américain *Forbes*. L'oligarque, de confession jaïne, une religion marquée par l'ascèse, reste relativement discret. Il a gardé le siège de son groupe dans les faubourgs d'Ahmedabad, la principale ville du Gujarat, dans le quartier de Shantigram, où fleurissent les panneaux de la compagnie, Adani Immobilier, Adani Aérospatial, Adani City, etc. En 2022, il ajoute à son portefeuille NDTV, une chaîne d'information en continu, considérée comme l'un des derniers bastions de journalistes indépendants et critiques du pouvoir. Le média sera rapidement mis au pas.

« Crédibilité mondiale » des entreprises indiennes mise à mal

A la faveur des déplacements diplomatiques de Narendra Modi, le magnat étend son empire au-delà des frontières de l'Inde. Bangladesh, Malaisie, Israël, Singapour, Sri Lanka, Népal, Tanzanie, Kenya, Vietnam, chaque visite sonne comme une occasion pour l'homme d'affaires. Il multiplie les contrats dans les ports, les aéroports, l'électricité, l'exploitation du charbon et l'armement.

En Israël, il remporte le stratégique port de Haïfa, un hub commercial majeur sur la Méditerranée, six ans après la visite historique de Narendra Modi en 2017. Au Sri Lanka, il obtient, sans appel d'offres, le marché pour le développement du terminal ouest du port de Colombo, en 2021, et deux projets d'énergies renouvelables dans le nord de l'île, en 2022. Un haut fonctionnaire du Ceylon Electricity Board a témoigné des pressions sur le président de l'époque, Gotabaya Rajapaksa, pour que Gautam Adani obtienne le projet de parc éolien de Mannar.

Au Bangladesh, il décroche un contrat, en 2017, pour fournir de l'électricité au pays pendant vingt-cinq ans depuis sa centrale thermique située dans le Jharkhand, un Etat de l'est de l'Inde. L'accord passé sous le régime de Sheikh Hasina, fidèle alliée de Narendra Modi, est largement défavorable aux intérêts du Bangladesh et de ses consommateurs. L'électricité fournie par le groupe Adani coûte au pays environ 27 % de plus que le tarif des autres producteurs privés indiens et jusqu'à 63 % de plus que les centrales d'Etat indiennes. Résultat, le Bangladesh peine à payer. Les arriérés ont dépassé les 850 millions de dollars en date du 7 novembre.

Lire l'entretien (2023) | « Il y a toujours eu une relation très étroite entre l'Etat indien et le capital privé »

« Les incursions mondiales du groupe Adani ont été ouvertement soutenues par le gouvernement indien au nom de la géopolitique et de la géo-économie », affirme Sanjaya Baru, chroniqueur de l'*Indian Express*, qui fut conseiller de l'ancien premier ministre Manmohan Singh. *« La révélation de l'affaire Adani a porté atteinte à la crédibilité mondiale des entreprises indiennes. Plus tôt des mesures exemplaires seront prises, mieux ce sera. En tout état de cause, il n'y a pas lieu de défendre les mauvaises pratiques d'un groupe d'entreprises au nom de l'intérêt national »*, fait-il valoir.

Partout où il s'installe, le groupe est accusé de s'enrichir sur le dos des populations, de détruire des terres, de polluer massivement. L'homme d'affaires est honni des écologistes, son effigie brûlée par les opposants.

Déflagration du rapport Hindenburg

Les ennuis de M. Adani commencent en 2023. Le 24 janvier de cette année-là, le fonds spéculatif américain Hindenburg publie un document accusant le groupe de *« fraude comptable »*, de *« manipulation »* boursière. Le frère aîné du magnat indien, Vinod, est soupçonné d'avoir monté *« un vaste labyrinthe d'entités offshore »* pour transférer des milliards de dollars dans les filiales du groupe Adani cotées en Bourse et faire croire à leur bonne santé financière. Le rapport Hindenburg fait l'effet d'une déflagration et provoque l'effondrement des actions à la Bourse de Bombay.

Lire aussi (novembre 2023) : En Inde, le scandale de l'affaire Adani embarrassant pour Narendra Modi

Le 7 août 2024, des procureurs suisses décident de geler 310 millions de dollars détenus dans six banques helvétiques par une personne soupçonnée d'être un homme de paille de Gautam Adani et inculpée d'*« activités illicites incluant le blanchiment d'argent et le détournement de fonds »*.

Le 20 novembre, nouveau séisme. Le tribunal fédéral de New York annonce, à la suite d'une longue enquête du FBI, l'inculpation de M. Adani pour fraude et corruption, ainsi que sept autres personnes, dont son neveu Sagar, le patron d'Adani Green Energy.

Les accusés auraient agi pour sauver un accord passé en 2019 avec une entreprise publique indienne, la Solar Energy Corporation of India (SECI), pour la vente d'énergie solaire. Les tarifs proposés par Adani sont au-dessus de ceux du marché et la SECI peine à trouver des distributeurs régionaux. A tel point que cela menace le contrat qui doit permettre au groupe Adani d'en tirer un bénéfice de 2 milliards de dollars après impôts sur vingt ans. L'entrepreneur n'hésite pas : il sort son portefeuille pour convaincre les fonctionnaires et les dirigeants des différents Etats régionaux de débloquer la situation, en acceptant les prix de son groupe. Les sommes versées en pots-de-vin, entre 2020 et 2024, atteindraient 265 millions de dollars.

Les mis en cause auraient agi avec beaucoup de légèreté et d'imprudence. Selon le procureur de New York, ils *« ont (...) largement documenté leurs efforts de corruption »*, utilisant le logiciel PowerPoint, les tableaux Excel, les téléphones et les messageries électroniques pour présenter les diverses options pour payer et dissimuler les pots-de-vin. Gautam Adani a lui-même rencontré à plusieurs reprises des hommes-clés. Si la justice américaine s'y intéresse, c'est qu'elle estime que les investisseurs américains ont été lésés. Adani Green Energy aurait levé des millions de dollars sur la base de fausses déclarations, violant les lois anticorruption américaines.

Cette affaire est bien plus dangereuse que les précédentes. *« L'inculpation d'Adani est fondée sur une enquête du FBI, il ne s'agit plus seulement d'accusations d'un vendeur à découvert* [Hindenburg parie sur la baisse des marchés]. *Si la proximité entre MM. Adani et Modi n'est pas nouvelle, l'opposition dispose désormais d'une nouvelle arme pour combattre le gouvernement »*, juge Paranjoy Guha Thakurta, un journaliste dont les articles sur le groupe Adani lui ont valu plusieurs plaintes en diffamation. Jusqu'à présent, cependant, aucun lien direct n'a été établi entre le conglomérat et le financement de la formation politique de Modi.

TotalEnergies « pas informé de l'enquête »

Le vent a-t-il tourné pour l'oligarque ? TotalEnergies, qui détient près de 20 % d'Adani Green Energy et qui s'est lancé avec le magnat indien dans la construction de la plus grande centrale au monde dans le Gujarat, a réagi, lundi 25 novembre, précisant qu'il *« n'apportera pas de nouvelle contribution financière dans le cadre de ses investissements dans le groupe de sociétés Adani »*, tant que *« les accusations contre les dirigeants du groupe Adani et leurs conséquences n'auront pas été clarifiées »*.

Le français est engagé, depuis 2018, dans plusieurs projets avec Adani, notamment avec le joint-

venture Adani Total Private dans le cadre d'un projet de regazéification dans l'Odisha, un Etat de l'est de l'Inde, et est actionnaire de la société Adani Total Gas. TotalEnergies affirme ne pas avoir *« été informé de l'existence d'une enquête portant sur les faits de corruption allégués »*.

Lire aussi : TotalEnergies rattrapé par le scandale Adani en Inde

Selon les procureurs new-yorkais, Gautam et Sagar Adani savaient que leur société d'énergies renouvelables faisait l'objet d'une enquête américaine pour corruption présumée depuis le mois de mars 2023, soit avant que soit scellé, en septembre 2024, l'accord sur la mégacentrale solaire avec le français.

Au lendemain de la décision du tribunal fédéral de Brooklyn, le président kényan, William Ruto, a annoncé l'annulation d'un contrat d'extension de l'aéroport encore en cours de discussion et d'un partenariat pour la construction de lignes électriques avec le magnat indien. Au Bangladesh, la Haute Cour de Dacca a ordonné, jeudi 21 novembre, une enquête sur l'accord *« controversé »* d'achat d'électricité conclu entre le Bangladesh et Adani. Au Sri Lanka, le nouveau président s'est engagé à annuler le projet solaire litigieux.

Lire aussi | Le nouveau président sri-lankais, Anura Kumara Dissanayake, devrait prendre ses distances avec l'Inde

La proximité de Narendra Modi avec l'homme d'affaires indien nourrit, depuis des années, les soupçons d'un capitalisme de connivence. Sous le règne du nationaliste hindou, qui s'était présenté, en 2014, en M. Propre, par opposition au Parti du Congrès, miné par les affaires de corruption, les frontières entre le monde politique et les milieux d'affaires sont devenues un peu plus poreuses.

Carole Dieterich (New Delhi, correspondance) et **Sophie Landrin** (New Delhi, correspondante)

Services *Le Monde* **Découvrir**

Retrouvez nos derniers hors-séries, livres et Unes du Monde

Mots croisés, sudo mots trouvés... Jou nous